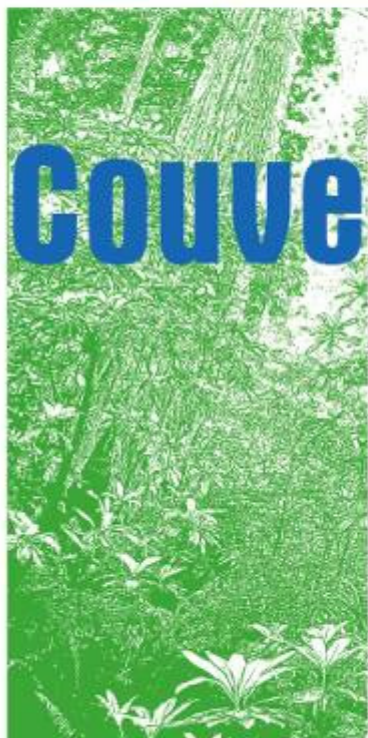




La lettre de la Coalition mondiale des forêts sur la politique forestière internationale



Couvert Forestier

N° 34, Juin 2010

Couvert Forestier : brève description

Couvert Forestier, dont voici le 34^e numéro, est le bulletin de la Coalition mondiale des forêts (CMF). Créée par un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de peuples autochtones (OPA), la CMF vise à promouvoir l'adoption de politiques forestières nationales et internationales fondées sur le respect des droits, qui soient efficaces et socialement justes, en renforçant la capacité des ONG et des OPA de toutes les régions d'influer sur la politique forestière mondiale.

Couvert Forestier, qui paraît quatre fois par an, présente des comptes rendus de diverses ONG et OPA sur les plus importantes de ces rencontres, ainsi qu'un calendrier des réunions à venir.

Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Coalition mondiale des forêts, de ses donateurs ou de ses rédacteurs.

Pour vous y abonner gratuitement, veuillez contactez Yolanda Sikking :
Yolanda.sikking@globalforestcoalition.org

TABLE DES MATIÈRES

Ex Silvis : Les Objectifs et les Subsidés de l'UE pour la Bioénergie ne Marcheront pas
Fiu Mata'ese Elisara, président du conseil de la GFC

Quelques Notes Prises à Cochabamba
Pat Mooney, Groupe ETC, Canada

L'UNPFII Considère le Développement, la Culture et l'identité
Marcial Arias, Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales, Panama

Il Faut une Définition Correcte de Forêt pour REDD et LULUCF
Alejandro Alemán Treminio, Centre Alexander von Humboldt, Nicaragua

Rapports sur d'autres réunions

PMDB 3 : en Mangeant Moins de Viande on Pourrait Sauver les Forêts

La Côte du Golfe des États-Unis Face à un Nouveau Désastre : les Arbres Génétiquement Modifiés

Calendrier de réunions sur les forêts



La demande de bois risque aussi de monter en flèche si les agrocarburants « de deuxième génération » deviennent commercialement viables et économiquement attrayants.



Ex Silvis : Les Objectifs et les Subsidés de l'UE pour la Bioénergie ne Marcheront pas

Fiu Mata'ese Elisara, président du conseil de la GFC

En tant que nouveau président du conseil de la GFC, j'ai le plaisir de vous présenter ce 34e numéro de Couvert Forestier, le bulletin de la Coalition mondiale pour les forêts. Pendant la dernière semaine de mai et la première de juin, la GFC prévoit de faire une tournée bioénergétique dans les pays européens mais, d'emblée, je dois dire que les objectifs et les subsidés de l'UE, qui encouragent l'expansion de la production de bioénergie à base de bois, ne serviront pas à atténuer le changement climatique. Ils vont même à l'encontre de ses propres découvertes : l'UE vient de reconnaître que les agrocarburants pourraient être quatre fois plus nuisibles au climat que les carburants conventionnels, à cause de leurs effets indirects. Or, les décideurs européens persistent à ignorer cette conclusion.

La tournée de la GFC mettra en lumière cette contradiction dans toutes ses discussions avec le public européen et britannique, la société civile, les fonctionnaires, les représentants des gouvernements et les parlementaires. Mais si l'UE sait que ses objectifs et ses subsidés ne marcheront pas, pourquoi les maintient-elle ? Qui va en profiter ?

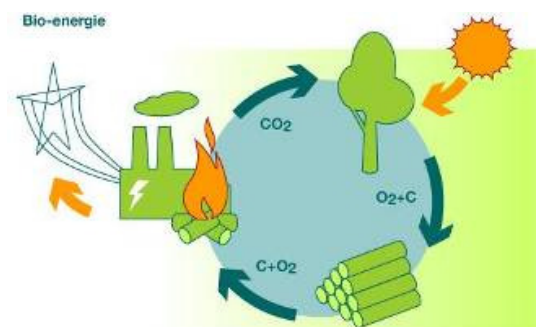
L'UE doit changer de politique. En encourageant la production de bioénergie à base de bois on néglige le fait que l'augmentation rapide de la demande de cette matière première aura indiscutablement d'immenses effets négatifs sur les forêts du monde et les peuples des forêts, ainsi que sur les communautés autochtones. Bien de ces communautés subissent déjà les effets directs et indirects des plantations industrielles d'arbres qui se propagent sur leurs terres et territoires, puisque les entreprises bioénergétiques cherchent à exporter de l'énergie vers le Nord.

Le fait d'utiliser des arbres qui avaient été plantés pour produire de la pâte et du papier pose des problèmes supplémentaires. Le déplacement de la production papetière nord-américaine, par exemple, augmente le risque d'une expansion massive des usines de pâte et des plantations en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et de l'Est, dans le Sud de l'Afrique et en Russie.

La demande de bois (et d'autres formes de biomasse) risque aussi de monter en flèche si les agrocarburants « de deuxième génération » deviennent commercialement viables et économiquement attrayants. Pour l'instant, ces agrocarburants liquides en sont surtout à l'étape de la recherche et du développement, mais les sociétés biotechnologiques, papetières et pétrolières ont uni leurs forces pour investir des milliards de dollars en recherches concernant ces agrocarburants non durables, et cela inclut la recherche en arbres génétiquement modifiés. Il est évident qu'elles espèrent en tirer, tôt ou tard, un coquet bénéfice.

Les arbres génétiquement modifiés (GM) comportent un autre grave danger pour les forêts, les populations qui en sont tributaires et le climat. En effet, il est impossible de prédire l'impact des arbres GM parce qu'ils sont plus sujets à des mutations inattendues que les arbres non modifiés (ce qui est vrai pour toutes les plantes transgéniques). En outre, les graines des arbres pouvant traverser de longues distances, les arbres GM pourraient facilement s'établir dans les forêts indigènes et/ou se croiser avec les arbres indigènes. Pourtant, on est en train de créer des arbres avec peu de lignine dans le but spécifique de produire de l'éthanol de cellulose (parce que si le bois contient moins de lignine il est plus facile de le traiter), et des arbres à croissance rapide, résistants au froid, afin de produire de la bioénergie thermique et électrique.

De plus en plus, on considère le bois mort, les branches, les feuilles, les brindilles et même les souches comme des « déchets » à réutiliser, alors qu'ils sont indispensables pour recycler les nutriments et conserver ainsi la fertilité du sol. Ils sont très importants aussi pour maintenir la diversité biologique et le stockage de carbone. Un rapport récemment publié par l'Institut finlandais de l'environnement et d'autres souligne l'importance de prendre en compte les émissions de carbone du sol et l'incidence que peut avoir sur ces émissions le fait d'enlever les déchets de bois de la forêt. L'étude, qui avertit que les émissions de dioxyde de carbone du sol ont été très sous-estimées, conclut « que pour maintenir le stockage de carbone, l'accumulation de matière organique dans les forêts





devrait augmenter. Or, cela n'est pas compatible avec les objectifs bioénergétiques qu'on est en train d'assigner aux forêts ni avec l'intensification de la récolte de biomasse qui a lieu à l'heure actuelle » [<http://www.ymparisto.fi/print.asp?contentid=351875&lan=en&clan=en>].

Jusqu'à présent, le débat européen sur la biomasse s'est centré sur les critères de durabilité (quoique, pour le moment, ces derniers aient été écartés par la Commission européenne, du moins en ce qui concerne les normes à appliquer dans l'UE). La question de savoir s'il serait possible de répondre de façon durable à une augmentation massive de la demande européenne de bois a été absente des débats. Pourtant, aucune norme ne peut éviter que la montée en flèche du prix du bois provoque l'expansion des plantations et de l'exploitation forestière à d'autres endroits du monde.

En faisant augmenter la demande européenne et le prix mondial du bois, la bioénergie va accélérer inévitablement l'accaparement de terres et la spéculation, l'exploitation forestière destructrice et la

transformation de forêts indigènes riches en diversité biologique en plantations industrielles d'arbres. En outre, le remplacement des combustibles fossiles, denses en énergie, par des matières végétales requiert davantage de terre par unité d'énergie produite que presque n'importe quel autre type d'énergie. Cela aussi soumettra les forêts et les autres écosystèmes, les sols et l'eau douce à des pressions supplémentaires.



Les « déchets » sont indispensables pour recycler les nutriments, maintenir la diversité biologique et stocker du carbone.

Étant moi-même un autochtone du Sud, je m'inquiète de voir que les principales victimes seront, inéluctablement, les peuples indigènes du Sud, ceux qui sont tributaires des forêts, et les femmes surtout, qui dépendent des forêts pour obtenir artisanalement du bois et d'autres sources de bioénergie pour leur famille. Cette solution ne peut pas marcher. La bioénergie à base de bois n'est pas la solution.

~~~~~

## Quelques Notes Prises à Cochabamba

**Pat Mooney, Groupe ETC, Canada**

La semaine dernière, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère s'est terminée bruyamment dans le stade de football de Cochabamba, avec plus de 35 000 personnes venues de 140 pays célébrant l'adoption de leur propre plan stratégique pour combattre le changement climatique dans le monde entier. La rencontre de Cochabamba, en Bolivie, n'était ni un Forum social ni une réunion intergouvernementale mais un heureux mélange des deux, qui a réuni les délégations gouvernementales de 42 pays et les mouvements sociaux et organisations de la société civile de beaucoup d'autres. La plupart des 35 000 participants inscrits ont réussi à s'y rendre, en dépit de la fermeture de presque toutes les routes aériennes qui auraient dû acheminer les délégations européennes, africaines et asiatiques vers cette ville andine au cœur de l'Altiplano.

Le gouvernement bolivien avait annoncé en décembre dernier son projet d'organiser le Sommet des peuples à Cochabamba, après le fiasco de Copenhague et l'échec des gouvernements à atteindre un consensus ou à formuler un plan d'action digne de ce nom. On a du mal à croire que, à peine quatre mois plus tard, une rencontre aussi impressionnante et diverse ait pu avoir lieu. La décision de la faire à Cochabamba a sans doute comporté des problèmes d'organisation, mais c'était une décision merveilleuse. Dix années plus tôt, les citoyens de Cochabamba étaient descendus dans les rues et les paysans avaient barricadé les routes pour empêcher la privatisation de la distribution d'eau de la ville. Cette longue bataille et la victoire finale ont suscité la reconnaissance du problème mondial de la privatisation de l'eau et contribué à renforcer les mouvements sociaux, dont on peut dire qu'ils avaient commencé à Seattle par les manifestations contre l'OMC et abouti à la création du Forum social mondial en 2001.

Le résumé de dix pages des délibérations de la conférence qui a été lu dans le stade pourrait difficilement être considéré comme de la belle prose, et il a fallu l'éditer un peu avant de le soumettre à la CCNUCC en tant que texte de négociation, mais il est indubitable qu'il était le résultat unanime de trois journées de pourparlers intenses auxquels avaient participé des peuples autochtones, des organisations paysannes,





des syndicats, des enseignants, des ingénieurs, des écologistes et un grand déploiement d'organisations de la société civile, de personnes intéressées et de délégués gouvernementaux. Les gens s'asseyaient par terre et se pressaient aux portes des 17 groupes de travail pour débattre, en un échange international et démocratique comme on n'en voit pas souvent, de ce qu'il fallait faire au sujet du changement climatique. Beaucoup d'agences de l'ONU, et même un représentant du Secrétaire général, y étaient également présents.

Dans une dernière session de discussion entre les représentants des gouvernements et de la société civile, le président Evo Morales et son homologue vénézuélien, Hugo Chávez, ont été rejoints avec enthousiasme par le ministre des Affaires étrangères de l'Équateur et le vice-président de Cuba dans leur demande que le rapport soit présenté à l'ONU. À présent, les conclusions de cette assemblée historique ont été remises à la CCNUCC pour qu'elles soient incluses dans les négociations en panne, donnant ainsi une voix à ceux qui s'étaient sentis bâillonnés à Copenhague. Vous trouverez ce document sur le site de la CCNUCC, en choisissant 'Bolivia' : *FCCC/AWGLCA/2010/MISC.2*.

Les quatre porte-parole des 17 groupes de travail ont déclaré que l'Accord de Copenhague était inadéquat et illégitime, ils ont condamné les fausses solutions telles que le commerce du carbone, REDD et la géo-ingénierie, et ils ont réclamé la reconnaissance des savoirs ancestraux, l'assouplissement des régimes de brevetage, l'agriculture durable et la protection des droits de l'homme. Ils ont demandé la création d'un tribunal de justice environnementale, la rédaction d'une déclaration des droits de la Mère Terre, et un référendum mondial sur le changement climatique. Devant ce dialogue sans précédent des gouvernements et de la société civile, les représentants des États-Unis, du Canada, de l'Australie, du Mexique, de la France et du Royaume-Uni (et bien d'autres) sont restés impassibles et silencieux.

Si la déclaration de Cochabamba manque de poésie, elle ne manque pas, en revanche, d'éloquence ni de substance. Comparé à « l'Accord de Copenhague » imposé par les États-Unis, le document de Cochabamba est explicite, érudit et élégant, et contient un véritable plan d'action. Les gaz à effet de serre, par exemple, doivent être ramenés à moins de 300 parts par million, et la dette des pays industrialisés doit être entièrement payée. Le commerce du carbone a été catégoriquement rejeté. L'assemblée a refusé d'accepter les technologies style cheval de Troie qui, tout en prétendant combattre le changement climatique, ne sont que des expériences non testées où les pays du Sud sont pris pour des cobayes. Le document complet donne davantage de détails et d'exemples de ce qu'il ne faudrait pas faire et de ce qu'on pourrait faire.

Le rapport synthétique rejette les « fausses solutions » telles que l'énergie nucléaire, les agrocarburants, les cultures transgéniques, les plantations d'arbres GM et la géo-ingénierie. Bien que la plupart des 35 000 délégués soient venus à Cochabamba sans savoir grand-chose de la géo-ingénierie, le lancement de la campagne H.O.M.E. – 'Ne touchez pas à la Terre Mère. Notre foyer n'est pas un laboratoire' (voir [www.handsoffmotherearth.org](http://www.handsoffmotherearth.org)) – a éveillé beaucoup d'intérêt dans les nombreux débats et activités parallèles qui ont eu lieu, et plusieurs groupes de travail en ont discuté. La présence d'une poignée de chercheurs et d'entreprises favorables à la géo-ingénierie, qui étaient venus d'Europe à Cochabamba pour organiser des séminaires, a beaucoup contribué à faire passer le message de la campagne. Leur présence et leur participation ont solidifié l'opposition à l'application sur la terre, les océans ou la stratosphère de toute combine technologique susceptible de modifier massivement les systèmes de la planète.

Malgré la passion et le sérieux des débats, cette rencontre internationale convoquée en hâte n'a pas manqué de problèmes. Le gouvernement bolivien n'attendait que 10 000 – 13 000 participants, et non 35 000. Cochabamba et la ville voisine de Tiquipaya étaient pleines à craquer, et il y a eu beaucoup de confusions quant à l'heure et le lieu des activités parallèles et des groupes de travail. En outre, beaucoup d'organisations craignaient que les délégations gouvernementales, y compris celle de la Bolivie, n'essaient de manipuler les résultats.

Le gouvernement bolivien lui-même a essuyé des critiques pour avoir empêché une alliance d'OSC d'introduire un « groupe de travail n° 18 » dans le programme officiel. Finalement, ce groupe n° 18 s'est réuni devant les portes du lieu de la conférence pour discuter des plans du gouvernement bolivien d'encourager l'extraction d'argent et de lithium, et d'autres projets industriels concernant les combustibles fossiles. Malgré les différences, le groupe de travail n° 18 a attiré de nombreux spectateurs qui faisaient la navette entre les négociations formelles et informelles. Tout s'est déroulé dans une atmosphère de paix et sans mesures de sécurité excessives. L'armée bolivienne était bien là, mais on la voyait aussi souvent dans les ateliers qu'aux portes de la conférence pour vérifier les badges !



Les avis ont été partagés aussi quant à la proposition gouvernementale de créer une nouvelle « Alliance mondiale » des gouvernements et de la société pour travailler ensemble sur le changement climatique. Pendant le banquet de mercredi soir, un invité brésilien a proposé que le Sommet de Cochabamba soit convoqué tous les deux ans. Bien que l'idée d'un forum mondial, où les gouvernements et la société civile puissent se réunir sur un pied d'égalité, bénéficie d'un soutien véritable, les mouvements sociaux sont convaincus qu'il faut considérer avec soin la nature et la structure des rencontres de ce genre. Celle de Cochabamba a été une première expérience remarquablement réussie, mais la forme aurait pu être un échec ; il faut y réfléchir et en tirer des leçons avant de continuer.

Le plus important est peut-être que le Sommet de Cochabamba a réussi à réunir des représentants de gouvernements progressistes et de mouvements sociaux, et qu'ils se sont tous engagés à dialoguer et à coopérer pendant les mois qui restent avant le sommet de la CCNUCC qui aura lieu à Cancún fin novembre. La société est devenue plus militante et cohérente, et davantage de gouvernements sont en train de comprendre que le fiasco de Copenhague ne doit pas se répéter.

Pour en savoir plus veuillez visiter : <http://www.cmpcc.org.bo/>.

~~~~~

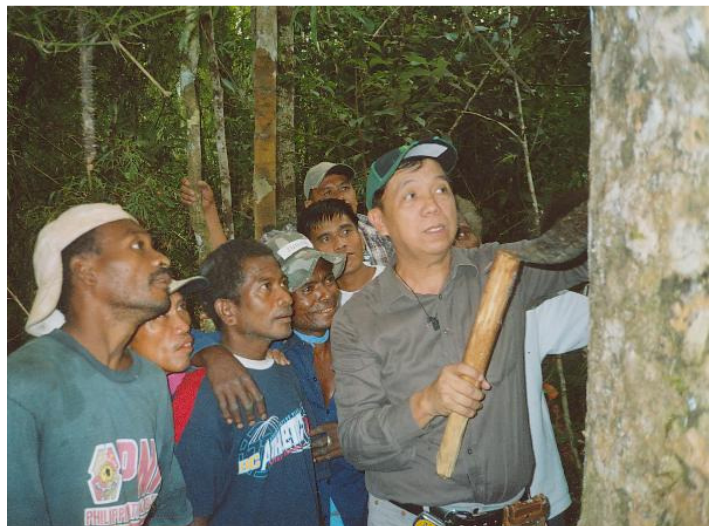
L'UNPFII Considère le Développement, la Culture et l'identité **Marcial Arias, Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales, Panama**

La neuvième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (UNPFII) a eu lieu du 19 au 30 avril au siège des Nations unies, à New York, autour du thème central « Peuples autochtones : développement, culture, identité » et des articles 3 et 32 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

Ces articles concernent les droits des peuples autochtones à l'autodétermination en matière de statut politique, de développement économique, social et culturel, et d'utilisation de leurs terres et ressources. Quand le développement touche à l'autodétermination des peuples autochtones, toute interprétation, définition ou doctrine devient inutile. Le concept est clair : nous parlons d'un développement basé sur une cosmovision, sur la durabilité, la conservation, la protection et l'harmonie.

L'article 32 est très spécifique. Il dit :

- « 1. Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation de leurs terres ou territoires et autres ressources.
2. Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement libre et éclairé, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation de leurs ressources minérales, hydriques ou autres.
3. Les États mettent en place des mécanismes de réparation justes et équitables pour toute activité de cette nature, et des mesures sont prises pour en atténuer les effets néfastes sur les plans environnemental, économique, social, culturel ou spirituel. »



Extraction de résine pratiquée par des autochtones tribaux des montagnes Sierra Madre, île Luzon, Philippines. Photo : Arsenio Ella.

Les gouvernements et les multinationales respectent-ils cet article ? Cela varie d'un pays à l'autre, et nous ne pouvons fonder n'autre opinion que sur nos propres expériences, sur la réalité que nous rencontrons



dans nos pays. Mais il est certain que, là où les peuples autochtones sont marginalisés, exploités ou appauvris, la Déclaration des Nations unies sur les questions autochtones *n'est pas* respectée. Il y a quelque chose qui ne va pas et il faut l'arranger. En outre, cet article a des rapports avec d'autres articles et principes de la Déclaration, tels que celui du consentement préalable, libre et en connaissance de cause, celui de la juste réparation et celui du partage équitable des bénéfices. Néanmoins, tout n'a pas été mauvais. Les représentants des gouvernements, des peuples autochtones et de la société civile ont accueilli avec joie l'annonce que la Nouvelle-Zélande allait finalement signer la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. La Nouvelle-Zélande s'est même engagée à mettre en œuvre ce qui avait été accordé à l'ONU.

La neuvième session de l'UNPFII a traité aussi de plusieurs dénonciations publiques concernant des meurtres à Bagua, au Pérou, et la discrimination et le racisme à l'égard des Guaranis boliviens. Ces situations ont des implications dans le domaine des droits des peuples autochtones. Surtout, il faut rappeler qu'en ce millénaire l'esclavage existe toujours dans certains pays, non seulement en Bolivie mais dans tout le continent d'Abya Yala.

Le 24 avril, à New York également, l'Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales et la Coalition mondiale pour les forêts ont organisé un séminaire intitulé « Prochaine étape : Cancún ». Son objectif est de renforcer les capacités des délégués indigènes à participer au processus de la CCNUC. Trente représentants indigènes y ont pris part, et ils ont profité de l'occasion pour présenter leurs idées au sujet de REDD+, de faire des commentaires et de poser des questions (pour vous renseigner sur REDD++ veuillez lire l'article <http://chrislang.org/2009/12/14/redd-redd-redd-redd-and-bacon-sausage-and-spam/>). Ils sont convenus d'envoyer leurs commentaires par courrier électronique avant la fin mai.

Le débat a été présidé par Estebancio Castro, secrétaire de direction de l'Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales, et animé par Marcial Arias. Johnson Cerda, de Conservation International, Hugo Lázaro, du Forum indigène latino-américain sur le changement climatique, et Florina López, du Réseau indigène de femmes sur la diversité biologique, ont fait des exposés pour expliquer ce que leurs organisations comptaient faire pendant les mois précédant Cancún.

Les orateurs ont souligné que les peuples autochtones ne participaient pas aux plans et programmes de développement gouvernementaux, et que les services des écosystèmes allaient finir par se retrouver dans les mains des entreprises privées et des gouvernements.

Ils ont insisté sur le besoin de :

- maximiser la participation, tout en garantissant la représentation équitable, aussi bien géographique que de genre ;
- organiser des réunions préparatoires dans toutes les régions où il y a des peuples autochtones ;
- recueillir les expériences et les perspectives des peuples autochtones en matière de connaissances traditionnelles et de la surveillance, l'information et la vérification des activités relatives aux forêts ;
- convenir d'une proposition sur REDD+ ;
- veiller à ce que toutes les personnes concernées comprennent bien les notions d'accès aux ressources, de contrôle des ressources et de bénéfices dérivés ;
- mettre en place une stratégie commune pour Cancún et au-delà, au lieu de suivre la voie prescrite par les gouvernements.

Il faut signaler que les prochaines sessions, de 2011 à 2013, seront prises en main par les nouveaux membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Il conviendra d'évaluer en profondeur la participation des délégations des peuples autochtones pour faire en sorte que leurs représentants soient en mesure d'y participer sur un pied d'égalité avec les gouvernements, les organes spécialisés de l'ONU et les ONG.

Pour en savoir plus veuillez visiter : http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/session_ninth.html.



Il Faut une Définition Correcte de Forêt pour REDD et LULUCF **Alejandro Alemán Treminio, Centre Alexander von Humboldt, Nicaragua**

La première session 2010 des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a eu lieu à Bonn du 9 au 11 avril. Les réunions avaient pour but de définir les aspects organisationnels des négociations, dont le nombre de séances, les dates et une méthode susceptible de favoriser le consensus.

La session a permis également de mesurer l'état des rapports entre les Parties après les négociations chaotiques de Copenhague. Chaque paragraphe des décisions adoptées par les groupes de travail spéciaux (AWG-LCA sur l'action coopérative à long terme et AWG-KP sur le Protocole de Kyoto) a été examiné pendant les séances plénières finales. Sur cette base, on peut dire que le « climat » des négociations a été considérablement meilleur que celui qui régnait à la fin de la CdP 15.

À Bonn, le thème principal était le statut juridique de « l'Accord de Copenhague » proposé par les États-Unis, vis-à-vis des pourparlers qui auront lieu d'ici à la CdP 16. Néanmoins, il y a eu aussi des discussions à propos d'une nouvelle feuille de route pour la même période. Il a été décidé d'organiser deux réunions supplémentaires des organes subsidiaires spéciaux, lesquelles auront lieu entre la réunion intersessions de mai/juin (qui était déjà prévue dans le programme des négociations) et la CdP16, qui se tiendra en novembre/décembre 2010 au Mexique.

Ces réunions supplémentaires devraient permettre de compléter les négociations à temps. En outre, l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et technologiques (OSAST) devra se réunir pendant la rencontre de mai/juin à Bonn et pendant la CdP16 en novembre/décembre.

Pour ceux qui ont suivi les négociations sur la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD), les réunions de mai/juin et de novembre/décembre devraient être particulièrement importantes. Un des sujets principaux du programme actuel de l'OSAST en ce qui



Palmier chungá, Panama. Photo : Marcial Arias.

concerne REDD et LULUCF (Utilisation des terres, changement d'affectation des sols et forêts) est que le dernier doit fournir aux organes subsidiaires spéciaux les éléments techniques qu'il leur faut pour produire une définition de forêt appropriée. La définition actuelle, qui est celle du Protocole de Kyoto, ne fait pas de distinction entre les plantations d'arbres en régime de monoculture et les forêts naturelles riches en diversité biologique. L'utilisation de cette définition aboutit à des résultats indésirables quand il s'agit de la capacité de stockage de carbone des forêts naturelles, qui est bien plus grande que celle des plantations d'arbres. Elle affecte aussi la conservation de la diversité biologique, qui permet l'existence des services des écosystèmes et qui est à la base des moyens de vie des communautés et des peuples autochtones tributaires des forêts.

On peut supposer que les pourparlers qui auront lieu entre juin et décembre pour parvenir à un accord sur REDD retrouveront leur rythme normal, et que cela pourrait favoriser l'adoption d'une définition de forêt appropriée pour ce système et pour LULUCF. Une définition de ce genre permettrait d'identifier les processus de dégradation des forêts naturelles, et de faire inclure dans REDD des clauses de sauvegarde visant surtout à éviter la transformation de forêts en plantations.

Pour en savoir plus veuillez visiter : http://unfccc.int/meetings/intersessional/bonn_10/items/5533.php.



Rapports sur d'autres réunions :

PMDB 3 : en Mangeant Moins de Viande on Pourrait Sauver les Forêts

Les nouvelles contenues dans le troisième numéro des Perspectives mondiales de la diversité biologique (PMDB 3), publié le 10 mai 2010, ne sont pas encourageantes. Nous le savions et nous y étions préparés : les gouvernements n'ont pas atteint en 2010 les objectifs qu'ils s'étaient fixés pour ralentir l'appauvrissement de la diversité biologique, et cela risque d'avoir des conséquences dramatiques pour l'humanité. Plus décourageant encore est le fait, confirmé par ce rapport, que les pressions sur la diversité biologique sont en train de s'intensifier.

Quand on examine les détails, on détecte quelques tendances utiles. Par exemple, la superficie des zones protégées s'est élargie, le nombre des forêts certifiées par le Forest Stewardship Council a augmenté, et l'aide officielle à la diversité biologique s'est accrue. Or, cela n'a pas contribué à la conservation de la diversité biologique en général : tous les autres indicateurs montrent des résultats négatifs, le déclin des biomes continue et le nombre des espèces en danger est toujours plus élevé. Par exemple, les populations d'espèces vertébrées sauvages des tropiques ont chuté de 59 % entre 1970 et 2006.

Le déboisement, qui a continué au rythme moyen de 130 000 km² par an entre 2000 et 2010, est un facteur important de la diminution de la diversité biologique. Parmi les autres causes directes figurent la disparition d'autres écosystèmes, la dégradation des forêts, le changement climatique, la pollution, et la prolifération d'espèces exotiques envahissantes, l'eucalyptus par exemple, que l'on manipule génétiquement pour pouvoir le planter dans des régions auxquelles il est encore plus étranger [cf. l'article suivant].

Parmi ces causes, le changement d'affectation des sols et le changement climatique sont les dangers principaux pour les écosystèmes terrestres tels que les forêts. Les incitations économiques aux effets pervers, qui encouragent le changement d'affectation des sols, sont une cause majeure de la destruction de la diversité biologique : les subsides et autres mesures pour promouvoir la bioénergie, par exemple, poussent à remplacer des écosystèmes riches en diversité par des plantations de palmiers à huile ou d'autres arbres en régime de monoculture. Comme le signale le rapport PMDB 3, « les plantations d'arbres ont souvent peu de valeur en ce qui concerne la diversité biologique et elles incluent parfois une seule espèce d'arbre ». Cela veut dire aussi que « le ralentissement de la diminution nette des forêts n'implique pas forcément un ralentissement de l'appauvrissement de la diversité biologique mondiale ».

Une autre cause profonde de ce désastre mondial est le refus des décideurs de reconnaître l'énorme valeur socio-économique de la diversité biologique, en particulier pour les moyens d'existence des communautés locales et des peuples autochtones. Ainsi, les investissements financiers sont rarement avantageux pour la diversité. Comme le signale le rapport, « les normes et réglementations internationales et nationales pour le commerce et les activités économiques peuvent et doivent être ajustées et développées de façon telle qu'elles contribuent à préserver et à utiliser durablement la diversité biologique, au lieu de la menacer comme elles l'ont souvent fait dans le passé ».

À moins d'introduire des changements drastiques, l'avenir semble certainement morne pour la diversité biologique. Cependant, il y a quand même quelques bonnes nouvelles. Certains gouvernements ont montré que, avec la volonté politique et les ressources nécessaires, on peut prendre avec succès des mesures pour freiner le déboisement et d'autres causes de la diminution de la diversité biologique. Parmi les mesures suggérées figurent « la diminution de la consommation excessive et gaspilleuse de viande » et l'utilisation de terres agricoles abandonnées pour reconstituer des paysages naturels (ce qui impliquerait de réduire considérablement l'affectation de terres à la production de bioénergie).

En outre, le rapport conclut que « les communautés autochtones et locales jouent un rôle important dans la conservation d'étendues très considérables qui possèdent une grande diversité biologique et une grande valeur culturelle ». Il signale qu'il existe des milliers de zones conservées par les communautés, dont on estime qu'elles couvrent de quatre à huit millions de kilomètres carrés et qui comprennent 22 % des forêts du monde. L'adoption de mesures appropriées pour soutenir les communautés dans leurs efforts pour conserver et restaurer ces forêts et d'autres écosystèmes peut contribuer de façon très positive à soutenir non seulement la diversité biologique mais les moyens d'existence humains également. Le rapport recommande donc de « donner aux peuples autochtones et aux communautés locales les moyens de se charger de la gestion et des décisions concernant la diversité biologique ».

Perspectives mondiales de la diversité biologique 3 : <http://gbo3.cbd.int/>.

Propositions sur la marche à suivre : <http://gbo3.cbd.int/the-outlook/gbo3/towards-a-strategy-for-reducing-biodiversity-loss.aspx>.



La Côte du Golfe des États-Unis Face à un Nouveau Désastre : les Arbres Génétiquement Modifiés

Le 12 mai, le département de l'Agriculture des États-Unis a autorisé ArborGen, une multinationale des arbres transgéniques, à planter dans sept États situés sur la côte du Golfe 260 000 eucalyptus génétiquement modifiés pour les rendre résistants au froid. Ces 260 000 arbres seront plantés dans 28 « champs d'essai », dans le but de les tester dans divers environnements. Cela comportera de les laisser fleurir pour tester leur trait de « fertilité altérée ». Le prochain pas sera la plantation commerciale d'eucalyptus GM sur des millions d'acres dans le Sud.

ArborGen appartient à International Paper, MeadWestvaco et Rubicon (et, au départ, à Monsanto). Sa PDG, Barbara Wells, a travaillé pendant 18 ans chez Monsanto, où elle était co-directrice de Monsanto Brésil et dirigeait l'équipe chargée du soja Roundup Ready. L'introduction du soja GM au Brésil a provoqué la destruction de grandes étendues de la forêt amazonienne et l'empoisonnement de nombreuses communautés paysannes.

Or, le danger de l'eucalyptus GM résistant au froid ne concerne pas que les États-Unis. ArborGen a aussi des bureaux au Brésil, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Les eucalyptus GM que l'on plante aux États-Unis proviennent du Brésil, ils ont été génétiquement modifiés en Nouvelle-Zélande et ils sont testés et produits en masse aux États-Unis. Une fois perfectionnés dans les champs d'essai états-uniens, ArborGen les exportera pour qu'ils soient utilisés dans les plantations du monde entier. La résistance au froid leur permettra de survivre à des températures inférieures à -6° C. Cela élargira considérablement les régions où l'on peut créer des plantations d'eucalyptus, apportant la catastrophe à de nouveaux écosystèmes et communautés.

Les plantations d'eucalyptus sont d'une destructivité notoire : elles causent des incendies de forêt dévastateurs, épuisent l'eau douce, et se propagent dans les écosystèmes indigènes dont ils éliminent la diversité biologique en déplaçant la flore et la faune. Dans le monde entier, les plantations d'eucalyptus GM remplaceraient des milliers d'acres de précieuses forêts indigènes, grâce aux incitations financières croissantes que l'on accorde aux plantations industrielles de cet arbre qui ne met que de trois à cinq ans à être mûr.

Mais les eucalyptus GM ne sont qu'un début. Si on permet à l'industrie de les planter massivement, elle sera bientôt prête à sortir des versions GM d'autres arbres, comme le peuplier ou le pin, qui, inéluctablement, contamineront les forêts indigènes de façon irréversible.

Nous vous invitons à rejoindre la campagne pour stopper cette menace sans précédent contre les forêts indigènes, la diversité biologique et les communautés tributaires des forêts, en visitant le site :
<http://www.nogetrees.org>.



Arbres GM cultivés en serres chaudes au Mexique. Photo : Langelle/GJEP.



Calendrier de réunions sur les forêts

Vous trouverez des informations supplémentaires concernant les rencontres intergouvernementales sur le site : <http://www.iisd.ca/linkages>.

La 32^e session des organes subsidiaires de la CCNUCC se tiendra du 31 mai au 11 juin 2010, probablement à Bonn, en Allemagne. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2010.

Au moins deux réunions du Groupe de travail spécial sur le Protocole de Kyoto et du Groupe de travail spécial sur la coopération à long terme de la Convention-cadre sur les changements climatiques seront organisées entre juin et décembre 2010. Le lieu et l'endroit seront bientôt annoncés. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2010.

Le 23^e Congrès mondial de l'IUFRO, Les forêts soutenant la société et l'environnement à l'avenir, aura lieu à Séoul, en République de Corée, du 23 au 28 août 2010. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* <http://www.cifor.cgiar.org/Events/CIFOR/iufro-congress.htm>.

La 20^e session du Comité des forêts de la FAO est censée avoir lieu au siège de la FAO à Rome, Italie, en octobre 2010. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* <http://www.fao.org/forestry>.

La 10^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique aura lieu du 18 au 29 octobre 2010 à Nagoya, au Japon. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* <http://www.cbd.int/meetings/>.

La 46^e réunion du Conseil international des bois tropicaux (ITTC-46) aura lieu à Yokohama, au Japon du 13 au 18 décembre 2010. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* <http://www.itto.or.jp>.

La 16^e Conférence des Parties à la CCNUCC et 6^e réunion des Parties au Protocole de Kyoto auront lieu du 29 novembre au 10 décembre 2010 à Cancún, Mexique. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2010.

La 9^e session du Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF 9) aura lieu du 24 janvier au 4 février 2011 à New York, États-Unis. *Pour en savoir plus veuillez visiter :* <http://www.un.org/esa/forests>.

Comité de rédaction :

- Yolanda Sikking, Pays-Bas
- Simone Lovera, Paraguay
- Ronnie Hall, Royaume-Uni
- Sandy Gauntlett, Aotearoa/Nouvelle-Zélande
- Swati Shresth, Inde
- Wally Menne, Afrique du Sud

Ce bulletin a été publié grâce au soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas.